

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!  
Guerre populaire jusqu'au communisme!**

---

## **PARTI COMMUNISTE**

### **Le fascisme en France**

#### **FERNAND GRENIER**

**1926**

#### **1. VUE D'ENSEMBLE**

Lorsqu'il y a près d'un an, le Parti lançait l'appel aux travailleurs : « Alerte ! Le fascisme est là ! », il s'est trouvé un Parti socialiste pour clamer que nous exagérons, et il s'est trouvé des hommes de gauche - telle l'équipe du *Quotidien* - pour lancer dans l'opinion publique la fameuse « Circulaire 128 » destinée à ameuter l'opinion contre le Parti et laisser le champ libre aux fascistes.

Aujourd'hui, à la faveur des désillusions amenées par les promesses non tenues des cartellistes du 11 Mai, grâce à la complicité du Cartel, les fascistes ont mis à profit l'année écoulée pour recruter; s'organiser et s'armer.

A l'heure présente, nous nous trouvons en face de plusieurs grandes organisations réactionnaires qui sont ou très proches ou ouvertement fascistes.

Citons d'abord ceux qui se trouvent, par leur programme et le caractère de leurs organisations, les plus près des fascistes italiens. Ce sont les gens du *Nouveau Siècle*, dont les affiches tricolores

exploitant le Poilu inconnu, couvrent actuellement les murs de Paris et de la province.

Deux des dirigeants sont des démissionnaires de l'Action Française : Georges Valois, qui s'est fait connaître dans les milieux réactionnaires par ses études sur le franc-or, et Pierre Dumas, ex-anarchiste, ex-secrétaire de la C. G. T., chargé de la propagande syndicale fasciste parmi les travailleurs.

A côté d'eux sont venus s'adjoindre Philippe Barrès, le fils du défunt Maurice Barrès, patriote de *l'Echo de Paris*, et Jacques Arthuys, spécialement chargés du noyautage parmi les anciens combattants.

Le 11 novembre, salle Wagram, ils ont constitué 1. les Légions (chemises bleues armées) ; 2. les Corporations (syndicats fascistes) ; 3. les Jeunesses fascistes ; 4. le Faisceau civique (groupant « tous les Français qui ne peuvent entrer dans les trois autres organisations, et les Françaises »).

Leur doctrine : sauver la France en balayant les vieilles équipes de politiciens, qui sont la cause de la crise actuelle, et mettre à leur place un dictateur national s'appuyant sur « le faisceau des anciens combattants et des producteurs ». On lira, plus loin, dans le programme des Légions, les détails de cette politique.

Malgré leurs grands airs de colère contre les financiers, ils ne peuvent nier que leur mouvement est subventionné par de très riches industriels et banquiers.

Les sommes formidables que nécessitent en ce moment le lancement et la parution d'un quotidien comme *le Nouveau Siècle*, ne peuvent venir que de puissants protecteurs. Deux de ces commanditaires seraient le parfumeur Coty (l'ignoble exploiteur bien connu des ouvriers de Puteaux, propriétaire de nombreuses usines en France et en Amérique) et l'industriel du textile Eugène Mathon, de Roubaix, qui est précisément membre des corporations fascistes.

A côté d'eux une autre organisation : les Jeunesses patriotes, dont le

président est Pierre Taittinger, député de Paris. On a annoncé plusieurs fois qu'elles avaient fusionné avec les Légions, mais il semble bien actuellement que des désaccords auraient surgi entre Taittinger et Valois, à moins que ce ne soit une manœuvre combinée entre les deux compères.

A côté de Taittinger, Emmanuel Brousse, le responsable des milliards volés par les détresseurs des stocks de guerre, qui vient de fonder un *Syndicat des petits rentiers*, organisation destinée à embrigader les petits rentiers ruinés par la guerre et l'après-guerre, et à entraîner cette partie de la classe moyenne dans les rangs du fascisme.

Et pour former le trio, l'ex-notaire taré d'Indochine, l'indicateur de police Camille Aymard, avec son journal *la Liberté*, dont l'unique but est de mener le combat anti-communiste par tous les moyens (principalement par les fausses nouvelles destinées à jeter la panique).

Un troisième groupement : la Fédération Nationale Catholique, dirigée par le général de Castelnau. Cette Fédération a des milliers de militants : les prêtres, menant une propagande inlassable jusque dans le fond des campagnes. Sous prétexte de défense des libertés religieuses, ce Castelnau ameuté les paysans pour les dresser, le moment venu contre la classe ouvrière. Cette propagande s'exerce partout, mais surtout dans les coins réactionnaires (Vendée, Bretagne, Est, Flandres).

A noter également que, depuis quelque temps, *l'Echo de Paris*, qui est le journal de cette fédération, parle aussi d'un dictateur, et on a pu lire des articles nombreux se terminant par : « Qui nous rendra le Clemenceau de 1917 ? », c'est-à-dire le chef. Ajoutons également qu'une très active propagande est faite dans les cercles d'officiers, officiers dont un très grand nombre sont lecteurs de *l'Echo de Paris*.

Un quatrième groupement, mieux connu : les Camelots du Roi, avec Léon Daudet et Charles Maurras. Leur programme est simple : un Roi. C'est un des leurs : l'industriel Théry de Lille, qui s'est fait pincer avec sept fusils allemands en passant la frontière belge, sept

fusils qui ne constituent qu'une mince partie du dépôt d'armes qu'ils cachent dans Lille ou ses environs.

Leur journal *l'Action Française* est aussi commandité par de riches barons, comtes et toute la caste des descendants des nobles de l'ancien régime. Jusqu'à ces derniers temps, l'industriel roubaisien Eugène Mathon, dont nous avons causé plus haut à propos du Nouveau Siècle, était une de leurs « vaches à lait ».

Et voici une cinquième organisation : la Ligue Républicaine Nationale, ex-Bloc National, avec Maginot et Millerand ; ils se différencient de Valois en ce sens qu'ils ne renient pas l'action parlementaire. Leur journal *l'Avenir* vient de fusionner avec *l'Eclair*, « afin de concentrer leurs forces dans la bataille qui s'annonce ».

Et, enfin, citons encore le « Parti de la République autoritaire » de Gustave Hervé et son journal *la Victoire*. Voici son programme : restauration de l'autorité, révision de la Constitution, renforcement considérable des pouvoirs du président de la République, réconciliation de l'Eglise et de l'Etat. Il se termine par ce passage significatif : « Il n'hésiterait pas, en cas de menace bolchéviste et d'effondrement des autorités régulières, à se transformer en une organisation fasciste et à assumer la défense de l'ordre public et la patrie en danger ». (*Victoire*, 27 octobre.)

Mais pourquoi toutes ces organisations se concurrencent-elles au lieu de faire bloc ? Des camarades disent : « Querelles de chefs, questions de boutiques. » Dans une certaine mesure, peut-être. A mon avis, il faut plutôt dire que toutes ces organisations ne se sont pas créées arbitrairement et que chacune correspond à un état d'esprit différent ou à des couches diverses de la population.

Ainsi, pour ceux des réactionnaires qui n'ont pas encore perdu toute confiance dans le Parlement, voici la Ligue Républicaine Nationale ; pour les réactionnaires anti-parlementaires et pour ceux qui veulent un roi, voici l'« Action Française », et voici *le Nouveau Siècle*, pour ceux qui ne veulent encore qu'un dictateur genre Mussolini.

Pour la propagande chez les paysans, voici la Fédération Nationale Catholique, et pour celle à mener dans les groupes d'Anciens Combattants, voici Jacques Arthuys et les Légions.

Ainsi, chaque équipe marche isolée. Mais il est évident que lorsque le moment sera venu pour eux de tenter un grand coup, ils s'uniront tous contre les travailleurs. Ils sauront, eux aussi, constituer leur « Comité d'Action ».

[Cet article était écrit lorsque la nouvelle suivante nous est parvenue « A Boulogne-sur-Mer, les Jeunesses Patriotes, les Camelots du Roy et autres organisations réactionnaires viennent de fusionner dans la Légion ». Au moins, à Boulogne, ils n'attendent pas et jettent bas le masque. Nous voici fixés.]

Maintenant que voici passées brièvement en revue les organisations, les hommes et les journaux du mouvement fasciste en France, examinons d'un peu plus près les Légions et les Corporations réunies autour du *Nouveau Siècle* et de Georges Valoir, car c'est le mouvement qui s'apparente le mieux au fascisme italien.

## **2. LES FASCISTES DU NOUVEAU SIECLE**

Quel est l'esprit qui anime nos fascistes français, Nous ne pouvons mieux faire que de publier le texte d'un tract adressé à des milliers d'exemplaires « aux Anciens Combattants ». Voici :

### Les Légions - But

Faire la politique de la Victoire, c'est la mission des Combattants. Il s'agit

- a) D'arrêter la France sur la pente qu'elle descend depuis l'armistice, jour où les Combattants l'ont remise « victorieuse » entre les mains des anciennes équipes qui assuraient le gouvernement du pays avant la guerre ;
- b) De replacer la France dans la grandeur en poursuivant une

politique digne de la victoire.

### Moyens

- 1) Retirer le pouvoir aux générations de la défaite et le placer entre les mains des générations de la guerre ;
- 2) Supprimer le parlementarisme ; assurer le gouvernement du pays selon les méthodes qui ont permis d'obtenir la Victoire, c'est-à-dire par une dictature comportant
  1. Un chef ou un Directoire national au-dessus des partis et des classes, responsable de l'Etat, celui-ci étant concentré dans ses fonctions essentielles et dégagé notamment de ses fonctions industrielles ;
  2. Des organes d'Etat :
    - a) Des ministères pour l'exécution ;
    - b) Un Conseil d'Etat élargi pour la législation
  3. Des organes de représentation des Français devant l'Etat, constitués par la réunion permanente d'une Assemblée représentant les intérêts moraux, spirituels et matériels de la Nation organisés en familles, métiers, régions. Cette assemblée a pour fonction d'informer l'État, de le seconder, et ne peut avoir aucun pouvoir de souveraineté.

### Méthodes

1. Les Légions rejettent, comme inefficace, toute action sur le plan électoral ou parlementaire ;
  2. Elles se mettent résolument sur le plan extraparlémentaire et veulent constituer, une force capable d'imposer la politique de la Victoire, dont le premier acte est « la Conquête de l'Etat ».
- Dans ce but, elles rassemblent et organisent les Combattants authentiques et sous leur direction, les jeunes, grands, grâce aux Combattants, sous le signe de la Victoire..

### Esprit des légions

1. Les Légions savent que la guerre a coupé en deux tous les partis : la vraie séparation, la profonde séparation n'est plus entre partis

différant d'opinion sur la Constitution : elle est, à l'intérieur de chaque parti, entre les générations de la défaite et les générations de la Victoire.

L'esprit des Légions est avant tout celui des générations de la guerre, dont les caractéristiques essentielles sont :

- a) La foi dans la France, parce que ces générations savent qu'elles sont capables de lui conquérir un magnifique avenir;
- b) La volonté d'agir, de se sacrifier même, pour la grandeur de la Patrie, mais non pas pour le triomphe d'un groupement (classes ou parti politique) ;
- c) Le sentiment de la nécessité des disciplines, de la hiérarchie et du chef, pour donner à la France un Etat digne d'elle ;
- d) Le dégoût profond de la politique électorale.

2. L'esprit des Légions, qui est celui des Combattants, ne connaît pas de partis ni de classes : il ne connaît que des Français dont l'activité, dans tous les ordres, doit concourir au bien commun.

3. Conscients de répondre à l'appel de la France, les Légionnaires, marchant coude à coude, forment une véritable troupe organisée. Afin de rendre visible leur unité, ils portent, dans le service, une tenue uniforme, signe des devoirs qu'ils s'imposent, de la camaraderie qui les unit et de leur esprit de corps.

### Organisation

Les Légions sont une « force organisée ». Votes et élections y sont inconnus. Les pouvoirs s'acquièrent non par élections, mais par délégations du Chef,

-Ceux qui veulent faire partie des Légions -doivent en accepter le régime intérieur et en acquérir l'esprit.

Le président général des Légions est : Georges Valois, Légion d'honneur, Croix de guerre ; Le président : Jacques Arthuys, Légion d'honneur, Croix de guerre ; Le délégué général : André d'Humières, Légion d'honneur, Croix de guerre.

Nous examinerons, dans les prochains Cahiers, le travail des fascistes chez les anciens combattants, chez les ouvriers, dans la

jeunesse, à l'armée.

### **3. LE FASCISME ET LES ANCIENS COMBATTANTS**

Les derniers *Cahiers* ont publié un tract adressé aux Anciens Combattants par les légions. Nos fascistes essaient, en effet, de créer une mystique du Combattant.

Tous leurs discours, tous leurs écrits glorifient, flattent ceux qui, de 14 à 18, subirent le martyre dans les tranchées, de la mer du Nord aux Vosges, pour la plus grande gloire et les profits du capitalisme. « Les combattants ont su faire la guerre ; ils sauront faire la paix. Pour cela, groupez-vous tous en dehors des classes et des partis !

Et ensemble, luttons pour mettre au pouvoir le chef qui dirigera le pays !» Tel est le thème de toute leur propagande. D'ailleurs, voici quelques articles des gens du *Nouveau Siècle* :

#### **NOTRE POSITION, NOTRE MOUVEMENT, NOTRE OBJECTIF**

« Nous avons le privilège de vivre à une époque où cette volonté (la volonté des combattants) se porte vers les partis qui construisent, ou, parce que les gens en place sont les vieillards de la défaite et les embusqués, l'équipe de rajeunissement peut être tout entière celle de la construction et de la victoire. Nous voulons rassembler les, hommes de l'équipe dispersée aujourd'hui dans tous les partis, et à tous ceux qui sont dans les rangs royalistes, républicains ou communistes, nous crions :

« Camarades, ne voyez-vous pas que nous sommes les mêmes hommes de la même équipe et que, sous des noms dont quelques-uns sont absurdes, parfois anti-nationaux, nous voulons une même chose : démolir ce monde pourri par l'argent, accomplir notre oeuvre, construire, sous le commandement d'un chef, ce monde nouveau par quoi la France sera rajeunie pour un siècle. »(Georges Valais -

*Nouveau Siècle* du 15 octobre 1925.)

## LA REVOLUTION NATIONALE

« Pour renverser d'un bout à l'autre du pays cette scandaleuse situation de l'Embusqué enrichi et du Combattant ruiné, il n'y a pas de prescription pour la fortune mal acquise. Nous en ferons la révision au profit des combattants et des veuves et des orphelins de nos camarades. Je ne sais plus quel personnage officiel a dit des combattants, au nom des civils : « Ils ont des droits sur nous. » Nous allons exercer ces droits en arrachant le pouvoir à ceux qui le tiennent de l'argent des financiers et des bulletins de vote de l'électeur ivre. Nous tenons nos droits, notre pouvoir de la victoire. La dictature du Combattant, ce sera la dictature de la victoire. »(Georges Valois, *Nouveau Siècle* du 20 août 1925.)

## DISCIPLINE

« Si l'expression trop connue de « lutte de classes » a un sens, cela ne peut signifier pour nous que la lutte contre la classe multiforme de l'Anti-France. Hors de cela, en dépit de tous les sophismes et de tous les bavardages, nous nous refusons obstinément à connaître des classes, fabriquées pour les besoins d'une sale cause. Comme à la guerre, nous ne voulons connaître que des hommes ! » (De Barral, *Nouveau Siècle* du 6 août 1925.)

« Au règlement des comptes, le pouvoir de Finaly [Horace Finaly, banquier français directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas entre 1919 et 1937] abattu en France, nous ferons la récupération. Et c'est au combattant que nous remettrons les intérêts mal acquis par les financiers avec les armes du combattant. Après quoi, il sera possible d'avoir avec Finaly des entretiens sur sa philosophie. » (Georges Valois, *Nouveau Siècle* du 11 juin 1925.)

## LE COMBATTANT ET L'ASSASSIN

« Au jour de la justice, lorsqu'il s'agira de châtier les coupables, on se rappellera que les assassins, anarchistes ou communistes, tiraient sur

les prolétaires patriotes, sur les combattants sans fortune, et épargnaient ceux que leur doctrine rend responsables de la misère humaine, les grands capitalistes et les banquiers. C'est un fait qui a grande signification : ce n'est pas dans un bouge que le combattant ira chercher les responsables de tous ces crimes ; c'est dans le bureau central de quelque grande banque que l'on trouvera la tête livide qui dirige aujourd'hui le bras des assassins. » (Georges Valois, *Nouveau Siècle* du 4 juin.)

« Si, surmontant des erreurs que vous tenez de la bourgeoisie libérale, votre sentiment, votre idée profonde, votre réaction contre la démocratie vous permettent de vous joindre aux troupes de l'Etat national, ayant dans vos bagages votre passion pour la justice, alors, il n'y aura plus d'hésitation sur le sort de l'Europe. La victoire des combattants et des producteurs sur la ploutocratie sera rapidement totale, splendide. Les torches que vous portez, qui sont aujourd'hui pour l'incendie, deviendront flambeaux pour le monde nouveau. » (Georges Valois, *Nouveau Siècle* du 24 septembre 1925.)

Ces quelques citations suffisent pour montrer que le fascisme exploite la colère populaire contre les financiers, contre les mercantis, ce qui est évidemment une démagogie habile de la part des dirigeants d'un mouvement soudoyé par le patronat.

Mais où la doctrine du *Nouveau Siècle* apparaît dans toute sa stupidité, c'est lorsqu'elle affirme la possibilité d'unir sous le même drapeau « les anciens combattants ».

Ce n'est pas Valois qui pourra réunir l'ex-poilu, aujourd'hui redevenu ouvrier, avec l'ex-poilu, officier ou soldat aujourd'hui redevenu son maître. On ne conçoit pas très bien l'exploité de chez Coty, par exemple, embrigadé dans « le Faisceau » de Valois au même titre que son ignoble patron, sous prétexte qu'ils ont tous les deux « fait la guerre ».

Le fait que le mouvement fasciste est commandité par de riches industriels rendra toujours méfiant - et avec raison - l'ouvrier exploité par ces mêmes industriels.

Ces messieurs du *Nouveau Siècle* répondront que « l'union sacrée a existé pendant la guerre ». Ce n'est pas exact. Elle a existé entre les politiciens, oui, mais à l'armée, la lutte de classes s'est toujours fait sentir.

Le combattant ouvrier était révolté contre l'embusqué de l'arrière, qui était presque toujours un capitaliste ou fils de capitaliste. De même, il y avait une différence entre l'officier du front, mieux nourri, mieux logé, moins exposé, et le simple soldat, souffrant mille fois plus !

L' « union sacrée » n'était maintenue que par une discipline féroce. Cette discipline envoyait au poteau tous ceux qui osaient lever ta tête et même ceux qui ne la levaient pas (les crimes des Conseils de guerre ne sont pas encore oubliés). La haine du poilu contre Mangin, « le boucher de Champagne », est restée proverbiale.

La révolte de 1917, noyée dans le sang, a bien montré que les poilus en « avaient marre ». S'ils n'avaient pas senti la menace du Conseil de guerre planer sur eux, la révolte du Chemin des Dames n'aurait pas été isolée et aurait pu s'étendre à tout le front.

La lutte des classes ne peut pas être niée, aussi bien à l'heure actuelle que pendant la guerre, et l'union des ouvriers et des patrons, sous prétexte qu'ils sont des anciens combattants, est une utopie.

Depuis 1918, « l'union sacrée » - si tant est qu'elle a pu exister - a eu le temps de faire faillite, par suite des multiples conflits sociaux qui ont éclaté partout et qui ont mis aux prises ouvriers et patrons !

C'est cependant avec une doctrine semblable que Jacques Arthuys, Philippe Barrès et Georges Valois se sont mis en campagne pour amener à eux les « anciens combattants » groupés dans les associations réactionnaires comme l'U.N.C. (Union Nationale des Combattants).

Leur travail a surtout consisté, jusqu'à présent, à amener à eux les chefs, les dirigeants. Il faut reconnaître qu'ils ont mené une très

active campagne, et non sans succès, surtout en province.

En voici un exemple : à Tourcoing, le 8 novembre, lors d'une cérémonie patriotique, le président du groupe d'anciens combattants d'un quartier ouvrier prononce ces paroles :

« La France est en grand péril. Plus que jamais, il faut que notre mat d'ordre soit : « Unis comme au front ». La France est profondément travaillée par d'agitation violente qu'entretiennent impunément des étrangers et des traîtres, qui ne cherchent que la destruction de notre pays, parce qu'il représente à leurs yeux l'honneur traditionnel et la beauté éternelle, en un mot, la vertu. Soyons unis pour confondre ceux qui prêchent la discorde. Soyons unis et soyons forts, *car c'est en nos mains qu'échoit l'honneur de la France. Il sera ce que nous le ferons...* »

Discours qui se rapproche très nettement de ceux de Philippe Barrès et de Jacques Arthuys !

Qu'on relise dans la presse réactionnaire de province les discours prononcés par les dirigeants des A.C. [Anciens Combattants] le 11 novembre dernier, et l'on lira beaucoup de discours ayant le même esprit que celui cité plus haut !

Il convient donc pour notre Parti de suivre attentivement le travail mené chez les anciens combattants et, parallèlement à l'A.R.A.C., de dénoncer la haute industrie, qui subventionne le mouvement fasciste et le but qui se cache derrière toutes les promesses du *Nouveau Siècle* : se servir des anciens combattants pour assurer une fois de plus la domination de la bourgeoisie sur les travailleurs !

#### **4. LE FASCISME ET LES TRAVAILLEURS**

La Ligue Républicaine Nationale, la Fédération Catholique, le Parti de la République autoritaire. les Jeunesses Patriotes n'apportent dans leurs programmes rien de spécial concernant les travailleurs ; les

gens du Nouveau Siècle visent, eux, à mordre dans la classe ouvrière par une « doctrine syndicale », mélange habile de revendications, de collaboration de classes et de démagogie.

On s'en rendra compte en ouvrant le livre : « *L'Economie Nouvelle* » de Georges Valois, et en lisant ces principes d'organisations corporatives : En finir avec la lutte de classes. Oui, mais comment ? *L'Economie Nouvelle* le dit, et en voici les directives pour l'action.

« 1. Se grouper en syndicats, selon la spécialité, selon le rang social, selon son échelon dans la hiérarchie professionnelle. Y étudier les besoins communs à cette spécialité, à cet échelon, et la possibilité de porter leur satisfaction au maximum compatible avec les conditions du métier ;

2. Réunir les syndicats de patrons, de techniciens et de travailleurs qui représentent bien les trois facteurs de la production : le commandement sans lequel tout périclité, l'intelligence collaboratrice du chef et guide de la masse, la force productive à la recherche d'un chef responsable de sa rémunération et de guides responsables de son emploi. Confronter les intérêts de ces trois éléments qui sont inséparables professionnellement, mais qui divergent socialement, chacun ayant une tendance bien humaine à tirer le plus grand profit du minimum de travail. D'où chez l'ouvrier le désir de faire une courte journée pour un beau salaire, et chez le patron, celui de réaliser de beaux bénéfices en ménageant son imagination et sa responsabilité de chef ;

3. Employer ces tendances contraires comme stimulant mutuel, l'ouvrier pressant son employeur de mieux aménager la production et de chercher de nouveaux débouchés, le patron demandant à son personnel un meilleur rendement et lui épargnant les périodes de chômage en régularisant la production. Utiliser le terrain d'entente de la corporation pour régler les tendances des uns et des autres en fonction de l'intérêt supérieur du métier;

4. Représenter devant l'Etat national, souverain arbitre des corporations, les désirs et les intérêts professionnels, la même

méthode d'ajustement par contrainte mutuelle permettant l'accord des divers métiers en fonction de l'intérêt du pays. »

Ces quatre points résument bien les principes d'organisation de l'Union des Corporations Françaises (U.C.F.).

Nos militants n'auront aucune peine à montrer le vide qui se cache derrière ces formules trompeuses. Un exemple : Valois dit : « Dans le cas où les intérêts de l'ouvrier sont méconnus, il reste à ce dernier comme arbitre l'Etat national ». Or, l'Etat national c'est le dictateur. Le dictateur, qui représentera les intérêts de la grande bourgeoisie (s'il en était autrement, la bourgeoisie ne le laisserait pas au pouvoir, Marx nous ayant appris que l'Etat représente toujours une classe), le dictateur tranchera en faveur des patrons. Valois ne dit pas si, en ce cas, les ouvriers auront le droit de grève ; mais toute sa brochure, niant la lutte de classes, nie évidemment le droit des ouvriers à entrer en lutte contre leurs exploiteurs.

De même, la régularité de la production, la recherche de nouveaux débouchés sont fonction de l'économie mondiale du capitalisme. Tout le plan de Valois se base sur un capitalisme national, travaillant en dehors des autres nations, capitalisme qui a le pouvoir de régulariser sa production, ce qui est absolument faux.

On voit quelle démagogie se cache sous ces belles formules ayant l'air de donner satisfaction à tout le monde, prêchant la collaboration des classes et, comme telles, susceptibles d'influencer les ouvriers arriérés. Mettons encore sous les yeux des lecteurs des *Cahiers du Bolchévisme* ce passage du discours de Valois prononcé à Wagram le 11 novembre :

« Dans toutes les manifestations de la vie économique et sociale, le souci constant de l'Etat national sera la défense des intérêts ouvriers. L'Etat est en quelque sorte le tribun du peuple. Il doit veiller à ce que l'activité des créateurs industriels ne blesse pas la famille ouvrière. Il n'est pas niable que, pendant tout un siècle où la libre concurrence avait créé les plus mauvaises conditions de production, la vie ouvrière a été cruellement blessée. C'est ce qui a donné lieu

aux mouvements socialistes et aux crises sociales dont nous souffrons sans cesse.

L'Etat national veillera à l'organisation de la justice dans la vie sociale et économique, la justice devant être obtenue par un contact permanent entre les organisations patronales et ouvrières dans le sein de chaque corporation, dans la région et dans la nation, et par une représentation ouvrière régulièrement organisée dans les municipalités, les Etats régionaux et nationaux.

En toute chose, la fonction de l'État sera essentiellement de rappeler pratiquement, par une action précise, que la loi nationale doit régner partout, dans la rue, dans l'école, dans l'usine. »

Encore une citation. Je l'extrai d'un article d'Antoine Fouroux, intitulé : « 1er Mai », et paru dans *le Nouveau Siècle* du 30 avril :

« Quelque chose subsiste, cependant, qui est la plainte douloureuse de milliers et de milliers de travailleurs, victimes du régime libéral-économique. Pour que notre France vive et grandisse dans l'ordre et la paix intérieurs, il faut que nous préparions à ces déshérités une place dans la nation, dont ils se sentent chassés...

Nous voulons la grandeur française et entendons la réaliser par la justice. Ce ne peut être l'oeuvre de la bourgeoisie, ni celle du prolétariat. Nous l'attendons du combattant qui n'est ni ouvrier ni bourgeois, mais possède les qualités héroïques indispensables pour la réalisation d'un idéal national total. »

On ne peut pas couvrir plus de stupidité avec plus de démagogie ! Stupidité le combattant qui n'est ni ouvrier ni bourgeois ; démagogie, la plainte douloureuse des déshérités, etc...

Pour bien montrer l'habileté de leur tactique, citons encore l'extrait suivant d'un article de Valois paru dans *le Nouveau Siècle* du 30 avril :

« Il y a un problème ouvrier, que le siècle nouveau doit résoudre,

mais on ne résoudra pas le problème ouvrier tant que l'esprit mercantile dominera l'Etat, tant que nous subirons la dictature impersonnelle de l'argent, tant que le gouvernement sera regardé comme le conseil d'administration d'une société anonyme dont la politique est celle du dividende...

Il s'agit d'organiser aujourd'hui les classes ouvrières dans le cadre de leurs intérêts propres. La tâche est commencée. Mais que l'on se rende bien compte qu'elle ne sera pas menée à sa fin par un parti bourgeois quelconque. Seul, un groupement national, placé au-dessus des classes, pourra appuyer ce mouvement, où les combattants prendront le premier rang, parce qu'ils sont, plus que tous autres, qualifiés pour mettre fin à la dictature de l'argent... »

On remarquera les attaques contre la dictature de l'argent, alors que leur mouvement est subventionné par de riches industriels et certainement aussi par des banquiers, car on ne lance pas un quotidien sans argent...

Avec ces principes d'organisation corporative, ont-ils su créer des groupements ?

Ici, il est nécessaire d'ouvrir une petite parenthèse. Dans mon dernier article, j'ai souligné que Georges Valois et Pierre Dumas étaient d'anciens chefs de l'Action Française. Que faisaient-ils chez les Camelots du Roy ? Ils étaient chargés de la « Vie économique et sociale ».

Les élucubrations de Daudet et la doctrine philosophique de Maurras n'étaient pas suffisantes pour assurer un rayonnement, dans la classe moyenne, du parti du duc d'Orléans.

Maurras-Daudet, c'était bon pour les étudiants des écoles et les « poires duchesses » qui subventionnent le parti. Les études de Valois, au contraire, apportaient un certain intérêt au journal des gens du Roy.

Durant son passage à l'Action Française, Valois mit sur pied l'Union

des Corporations Françaises sur les principes cités plus haut, et, à l'heure actuelle, voici les organisations existantes :

1) Corporation de l'Agriculture.

Dirigée par Ambroise Rendu. A un organe hebdomadaire, *l'Action Française Agricole* ;

2) Corporation des Transports.

Animateur : René Wasier, de l'Action Française. Cette corporation a des syndicats de cheminots particulièrement actifs à Marmande, Dijon, Charleville, Pagny-sur-Moselle, Calais, Paris.

Journal : *Le Rail*, qui a 4.000 abonnés et tire de 7 à 8.000 exemplaires ;

3) Corporation de la Finance.

Un des syndicats de cette corporation, le Syndicat des Employés de la Bourse, est passé de 30 adhérents en 1924 à 270 au 1er octobre 1925. Cette corporation, qui a fait un gros effort durant la grève des banques, se prépare à lancer un journal corporatif.

4) Corporation du Bâtiment.

Cette corporation possède un «Bulletin de la Corporation du Bâtiment».

5) Corporation du Cinéma.

Créée depuis quelques mois, et qui prépare son organe «assuré d'un tirage de 10.000 exemplaires dès sa parution», annonce Daniel Didier, l'organisateur.

6) Corporation du Livre, qui comprend .

le Comité d'Action des Maîtres Imprimeurs ;

le Syndicat des Ouvriers d'imprimerie, le Syndicat des Correcteurs ;

le Groupe des Patrons-Libraires ; le Groupe des Techniciens et Employés de la Librairie.

7) La Corporation du Bijou, qui comporte la Chambre Syndicale Patronale, le Syndicat des Représentants, le Syndicat Ouvrier.

8) La Corporation des Assurances (fondée en 1920) comprend quatre syndicats : Directeurs ; Techniciens ; Employés des Administrations centrales ; Personnel de la production.

9) Artistes musiciens français

10) Commerce.

11) Comptables

12) Fonctionnaires publics.

13) Ingénieurs.

14) Marine marchande.

15) Mécanique et Electricité.

16) Meuble.

17) Publicité.

18) Représentants et Voyageurs.

19) T. C. R. P.

Ces dix dernières corporations étant de création récente sur lesquelles je n'ai pas de renseignements précis.

Il y a quelques mois, Georges Valois adressait sa démission de Président des Corporations et Pierre Dumas celle de Vice-Président. Ils entraînaient les éléments les plus actifs. Cela s'est vu au dernier congrès de l'U.C.F., où 60 délégués seulement assistaient aux travaux et où une discussion confuse démontra à l'évidence la faiblesse des successeurs de Valois. Le 11 novembre, Valois créait, salle Wagram, « le Faisceau des producteurs ». C'est le même esprit - l'esprit des Corporations - qui dominera le Faisceau, nous en trouvons l'aveu dans la lettre de démission de Dumas :

« Ce n'est pas sans tristesse que je quitte une oeuvre à laquelle j'avais consacré toute mon activité, donné tout mon coeur, et me sépare d'amis éprouvés. Mes regrets sont tempérés par la certitude que nous travaillerons parallèlement dans l'action entreprise par des voies différentes, pour la défense des producteurs et pour la grandeur de notre pays. »

Il convient également de dire que Valois met « sa doctrine syndicaliste » sous l'égide non seulement de l'Etat, mais de l'Église.

Le 29 mars, à Saint-Brieuc, dans un meeting ouvrier (?) placé sous la présidence de M. le chanoine Le Petit, le chef du *Nouveau Siècle* déclare : « Seule, l'Eglise a pu faire régner la justice dans l'organisation du travail ; seule elle est capable, en raison des principes supérieurs qui sont en elle, de l'organiser dans le sein de nos sociétés modernes. »

Or, nous avons des exemples de la bonté de l'Eglise envers les travailleurs. Je ne citerai que la région textile Roubaix-Tourcoing, où, il y a une trentaine d'années, l'Eglise toute-puissante faisait peser une dictature féroce sur les travailleurs.

Unie fraternellement au patronat, elle avait ses prêtres *dans toutes les usines* et tous les travailleurs étaient forcés de dire leur prière chaque matin et chaque soir, sous peine de renvoi.

Pour être embauché, il fallait un « billet de Monsieur le Curé » et celui qui n'allait pas à la messe pouvait mourir de faim ou s'expatrier. Et 12 à 14 heures de travail pour 2 fr.50 par jour ! A l'heure actuelle, cet état de choses n'existe plus. Mais nos camarades d'Halluin font chaque jour la constatation de l'union flagrante du clergé et du patronat contre leurs revendications.

Georges Valois peut aller exposer son syndicalisme religieux et fasciste chez les travailleurs de Roubaix-Tourcoing, qui n'ont pas oublié leur misère noire « du temps des curés » et je lui prédis une belle conduite de Grenoble.

Malgré toutes les belles promesses, nos fascistes font de temps à autre apparaître la ficelle qui les attache à notre patronat.

Voici quelques écrits qui en disent long. Dans *le Nouveau Siècle* du 14 mai, Antoine Fouroux écrit, à propos de la grève des autobus : « Ce que nous entendons affirmer, c'est que M. Mariage n'a pas su évaluer son pouvoir, sa puissance. Et la façon dont il a capitulé ne peut manquer de contribuer à détruire la discipline dans le personnel qu'il dirige ! »

Dans le même numéro, un article sur les allocations familiales du Consortium textile, dont j'ai montré le caractère et le but néfastes dans un article paru dans un des derniers « Cahiers ». Voici ce qu'en dit *le Nouveau Siècle* : « Elles (les allocations) montrent de la part du patronat français une préoccupation pour la reconstitution de la famille ouvrière française. »

Le même journal a publié, une série d'articles élogieux sur l'Union Civique, union des fils à papa briseurs de grèves et, le 4 juin, il prend la défense du secrétaire des syndicats fascistes italiens, Rossoni, éliminé des Commissions du Bureau International du Travail.

Et voici encore un passage significatif consacré aux ouvriers des arsenaux : « Le représentant du gouvernement a convenu que les salaires de ce personnel étaient insuffisants. Il aurait pu ajouter que le travail effectif de ces ouvriers ne dépasse pas 4 heures par jour. Et pour finir, citons ce passage extrait d'un article de Fouroux dans *le Nouveau Siècle* du 19 novembre, article intitulé : « Les bolchévistes redoutent notre noyautage ! » :

« Nous avons dit, dès notre premier numéro, qu'il y avait une question ouvrière et que nous avions ce qu'il faut : doctrine, méthode, esprit pour la résoudre. C'est pourquoi les communistes nous redoutent par-dessus tout. C'est qu'ils ont été incapables, non seulement de mettre debout un programme d'ensemble, mais encore de défendre les travailleurs sur le plan de leurs intérêts les plus immédiats.

Toute la force dont ils disposaient et se montraient si fiers, sans doute parce qu'ils épouvantaient quelques bourgeois timides ou timorés, a été mise en action contre les intérêts généraux du pays, duquel il est impossible de séparer l'intérêt des ouvriers français. Toutes les campagnes soviétiques : agitation, mouvements de grève, etc., etc., ont abouti à de lamentables échecs, à de misérables déroutes dont les ouvriers ont fait tous les frais. La liquidation commence. Nous veillerons à ce qu'elle se fasse rapidement et sans à-coups. Vous devinez dans quel sens ! »

La menace est claire. L'industriel roubaisien Eugène Mathon, le parfumeur Coty ont leurs coffres bien garnis. L'argent ne manquera donc pas pour la propagande, Mais il reste à savoir si les travailleurs de France avaleront la pilule dorée qui leur est présentée.

Ce sera d'autant plus difficile que nos militants du Parti et de la C.G.T.U. sauront montrer l'absurdité d'une doctrine syndicale s'appuyant sur le combattant, l'Etat et l'Eglise comme arbitres et qui n'est en réalité que la soumission le l'exploité à l'exploiteur !

Mais cela nous montre aussi que nous devons être plus que jamais attentifs aux revendications immédiates des travailleurs, dont les plus arriérés pourraient se laisser prendre à l'habile démagogie de Valois. Par leur propagande incessante, nos militants sauront montrer qu'ils ne tiennent pas à être « liquidés » et qu'au contraire, ils entendent être les liquidateurs du fascisme.

## **5. LE FASCISME ET LA JEUNESSE**

La jeunesse - qui apporte avec elle la fougue, l'enthousiasme et l'avenir - a toujours été convoitée par les partis d'action, les organisations de lutte.

A la sortie de l'école, le jeune ouvrier ne tarde pas à faire connaissance avec la lutte de classes, à être mêlé aux conflits sociaux (grèves, lock-outs), à faire le dur apprentissage de la vie ouvrière. Plus tard, au régiment, les plus insoucians commencent à causer politique et ceux qui, dans le civil, y attachaient peu d'importance, se prennent à discuter. C'est l'époque où l'on fait ses premiers pas dans la voie politique, où l'on se prend à chercher une doctrine, un parti.

La bourgeoisie le sait. C'est pourquoi elle a ses formations de jeunes. C'est pourquoi elle attache tant d'importance aux sports qui, dans une grande mesure, accaparent les jeunes travailleurs et les empêchent de s'occuper de la défense de leurs intérêts, de leur classe. Le fascisme

le sait, lui aussi. C'est pourquoi il cherche à recruter des troupes - et en particulier ses troupes de choc - dans la jeunesse.

Passons en revue les diverses organisations de jeunes.

Les Camelots du Roy mènent une propagande inlassable dans les milieux universitaires. J'ai eu l'occasion d'assister au dernier meeting de l'Action Française à Luna-Park. Sur les 6.000 à 8.000 assistants, il y avait bien la moitié composée de jeunes gens, étudiants pour la plupart. Lorsqu'un orateur apparaissait à la tribune, il était l'objet de manifestations enthousiastes : les jeunes braillards jetaient en l'air leurs cannes plombées, leurs chapeaux, battaient des triples bans, etc.

Ils sont peu nombreux à travers le pays. Toutefois, ce sont des fanatiques organisés militairement et armés. Ils n'ont aucun programme susceptible d'amener à eux la jeunesse ouvrière et paysanne. Ils ne se proclament pas fascistes, mais on peut être assuré que dans un mouvement fasciste, ils apporteraient l'appoint de leur force armée et organisée.

La Fédération des Jeunesses Catholiques mène aussi une très active propagande, surtout dans les campagnes. Elle amène la jeunesse dans ses rangs par l'intermédiaire des « patronages » (lieux de récréation où les jeunes gens se réunissent après les vêpres) et des sociétés de préparation militaire. « Ce ne sont pas là des organisations fascistes » pourraient dire nos camarades.

En effet, on ne prononce pas encore le nom de fascisme aux Jeunesses Catholiques. Mais alors qu'il y a quelques années, elles se cantonnaient dans leur travail religieux, aujourd'hui, partout, elles prennent une figure de Jeunesse anti-communiste.

Dans les campagnes, particulièrement, elles essaient de saboter nos réunions, lacèrent nos affiches, etc. Leurs chefs les poussent d'ailleurs à la lutte contre nous. Lisez le passage suivant d'un article du Révérend Père Doncoeur, paru dans *la Vie Catholique* et reproduit dans tous les journaux à bon Dieu :

« *Garde à vous! Appel aux jeunes qui viennent d'avoir 17 ans!*

(...) S'il y a mille jeunes fils de France capables de comprendre ce langage, capables de faire à 17 ans le serment de ne pas vieillir avant d'avoir reconquis la France sur les PaÛens pour la rendre au Christ, nous sommes sauvés. Je fais appel à ceux-là. Les autres, qu'ils retiennent cette prophétie, *les autres, les Barbares, les écraseront demain sous le talon des hordes* et ce sera bien fait. Seuls, les audacieux s'affronteront. Mais si nous sommes quelques-uns à avoir offert notre vie pour ce triomphe du Christ, alors nous pouvons être sûrs que notre génération ne passera pas avant que nous n'ayons fait ces choses et vécu ces grands jours. Je vous donne rendez-vous dans vingt ans. Nous prenons. date d'aujourd'hui. Rassemblement ! »

Les barbares, ce sont évidemment les communistes.

Ajoutons aussi un fait important : *L'Echo de Paris*, le journal catholique le plus lu en France, vient de publier un article où le Pape encense Mussolini qui a « remis le crucifix à l'école ». Dans ces conditions, on peut prévoir qu'en cas de mouvement fasciste, nos Jeunesses Catholiques entreraient en action, dans l'espoir que le ou les dictateurs remettraient aussi le crucifix à l'école. [Les organisations fascistes en France sont d'ailleurs toutes partisans du retour de l'enseignement religieux à l'école.]

Il y a encore les « Jeunesses Patriotes » de Taittinger. Ces Jeunesses ont été constituées au lendemain du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, grâce à une habile campagne déclenchée par *La Liberté* (campagne représentant les communistes comme prêts à prendre le pouvoir et reprise par les journaux socialistes, *Quotidien* en tête. Durant toute l'année, les J. P. ont mené une grande propagande, particulièrement à Paris.

Elles seraient actuellement fortes, dans le pays, de 60.000 hommes. C'est du moins ce qu'a déclaré Taittinger à un rédacteur du *Journal*, mais il y a certainement une grande part de bluff dans cette affirmation.

Les Jeunesses Patriotes sont-elles ouvertement fascistes ? Oui. Et voici des citations qui le prouveront.

Dans un article « Appel aux Jeunes. », paru dans *La Liberté* du 18 novembre, Taittinger déclare :

« Avez-vous un bien à sauvegarder, une famille à nourrir ? Vous êtes des nôtres. Et plus vous êtes humbles, plus vite vous devez vous rallier à nous parce que vous êtes plus menacés. (?)

Jeunes gens qui, même ne possédant rien, avez à défendre un capital inestimable : votre avenir, voici qui vous concerne. Bien ne peut être fait sans vous, les vieilles barbes ont fait faillite, les vieilles méthodes ont fait long feu. C'est clair, c'est net, cela se passe de commentaires. Et si l'on demande de préciser encore, nous dirons : « Qui aime la France nous suive ! »

D'un autre article, signé Camille Aymard (*Liberté*, 4 novembre) ces lignes suggestives :

« Un dilemme se pose devant la France : ou l'anarchie bolchévique, ou la dictature de l'ordre, mais en dehors d'un parlementarisme impuissant et gangrené. Entre les révolutionnaires et les défenseurs de la patrie - entre eux et nous - ce n'est plus, aujourd'hui comme hier, qu'une question de force. Jeunes gens de France, vous qui voulez que votre patrie reste grande et noble, venez à nous, serrez les rangs... »

Citons encore deux articles de Taittinger qui prouvent clairement l'orientation fasciste des J. P.

Dans le premier (*Liberté* du 19 novembre) nous lisons :

« Une politique dictatoriale, sous l'impulsion de Clemenceau, a sauvé le pays pendant la guerre. A l'heure actuelle, nous voulons instaurer la stabilité des pouvoirs publics, et, tous, d'un même coeur, nous exigeons une politique de paix extérieure et intérieure permettant à la France de retrouver son équilibre moral et sa prospérité matérielle. »

Le deuxième (*Liberté*, 5 novembre) est encore plus significatif :

« Qu'a fait Mussolini ? Au-dessus des partis, impuissants et déconsidérés, il a dressé le drapeau national. Brisant les liens qui les enserraient dans des formes surannées, il a appelé à lui, pour en faire un faisceau, toutes les forces nationales.

La France doit s'inspirer de cet exemple, sans perdre son temps et ses efforts à des imitations serviles. Le destin des peuples est commandé par leur histoire, et nous savons que l'histoire de la France, unique depuis des siècles, n'est pas l'histoire de l'Italie.

C'est à rechercher les conditions d'un accord nécessaire entre tous ceux qui placent la nation au-dessus de tout que s'attachent nos Jeunesses Patriotes et la Légion. Le Parlement a abdiqué. Un nouvel état de choses appelle des solutions nouvelles. Nous n'admettons pas la carence de l'Etat. Tout ce qui est sain et généreux dans notre pays nous aidera à relever le pouvoir. La France ne périra pas. »

Les Jeunesses Patriotes sont organisées en centuries et tout nous porte à croire que ces centuries sont armées et dirigées par des anciens officiers.

Voici d'ailleurs ce qu'en dit *Le Journal* du 8 décembre :

« Et maintenant, comment fonctionne l'organisation ? Elle se subdivise en deux directions : l'une politique et administrative, l'autre dite des groupements de défense. C'est cette dernière surtout qui est suggestive. Elle est calquée sur le mode militaire : chef de département, chef d'arrondissement, et, au-dessous, chefs de centurie, commandant à 5 sections, chefs de sections commandant à 4 équipes, chefs d'équipe commandant à 5 hommes.

Les chefs de centurie doivent être autant que possible d'anciens officiers ayant fait la guerre. On ne précise pas trop le rôle qu'auraient à remplir, le cas échéant, les divers gradés; toutefois, l'article 33 des statuts nous apprend que le chef de section doit

s'efforcer d'organiser ses équipes de façon à en avoir au moins deux composées d'hommes allants, dégourdis, de sang-froid, capables de faire des patrouilles. Quant à la discipline, voici ce qu'en dit le règlement :

« Il faut que les Jeunesses Patriotes, la Légion, observent scrupuleusement, non seulement la discipline matérielle, obéissance immédiate aux ordres de leurs chefs, mais la discipline morale qui consiste à adopter les idées de leurs chefs, même si elles vont à l'encontre de leurs préférences naturelles, et y conformer leurs paroles et leurs actes. »

Il nous reste maintenant à examiner « Les Jeunesses fascistes », créées par Georges Valois et l'équipe du Nouveau Siècle. Elles ont à peine quelques mois d'existence et sont peu importantes. D'ailleurs, la propagande de l'équipe Valois vise surtout les Anciens combattants et les travailleurs adultes. Ce qui ne les empêche pas de faire appel à la jeunesse, comme les citations suivantes en font foi :

« La Jeunesse ... Aujourd'hui, la jeunesse est impatiente d'agir; elle sent que le jour est proche où son destin va se jouer, où, soudain, elle va entrer joyeusement dans la vie publique, conduite par ses aînés de la guerre.

Brève, rapide, aimant peu les discours, pleine d'appétit pour l'action, elle attend, dans un apparent détachement, qu'on l'appelle pour une grande entreprise. Elle attend le chef national et ses équipes de chefs. Elle veut des commandements. Elle attend qu'on lui donne l'ordre de donner l'assaut à un monde pourri, où des embusqués, des profiteurs de guerre, des mercantis, des concessionnaires, des maîtres-chanteurs, des escarpes, des invertis, des marlous font figure de conducteurs de peuple ou forment le cortège des maîtres de la vie publique.

Quand le signal lui sera donné, la jeunesse entière se lèvera, car elle saura que l'heure de son action est venue et que rien ne s'oppose plus à cette magnifique entreprise qui sera son lot, et par laquelle s'opérera le rajeunissement de la France et son entrée dans la grandeur que les mourants ont ardemment désirée pour leur pays

avant de se présenter devant Dieu. (Georges Valois, *Nouveau Siècle*, 8 octobre);

« La Jeunesse. (...) L'heure est maintenant venue qu'ils viennent se joindre à nous, participer à notre esprit, à notre volonté, à nos travaux. Les mots d'ordre, c'est chez nous qu'ils les trouveront, chez nous qui savons que Clovis, à vingt-et-un an, fonda le royaume des Francs; que Jeanne d'Arc, à dix-huit ans, sauva la France; que Condé, à vingt ans, vainquit les Espagnols, et que Guynemer, à vingt-deux ans, donna l'exemple et la gloire à la plus belle armée du monde. (Jacques Arthuys, *Nouveau Siècle*, 5 novembre). »

« Aux Etudiants ! (...) Enrôlez-vous, non dans une poussée d'emballement, mais dans l'enthousiasme raisonné des coeurs décidés. L'effort n'est rien. Il ne faut considérer que le résultat. « Gai et hardi ! », ce fut la devise de Jeanne d'Arc. Que ce soit aussi la nôtre. Nous sommes la jeunesse, l'espoir du monde. Nos frères, nos amis sont morts pour nous. Nous n'avons pas le droit d'échouer. Gémir, c'est rien. Parler, c'est peu. Agir, c'est tout. » (Philippe Lamour, *Nouveau Siècle*, 3 décembre).

Voilà passées en revue les organisations de jeunes fascistes ou profascistes. Ont-elles des chances d'amener à elles la masse des jeunes travailleurs ? Je ne le crois pas, car leur programme de défense des jeunes ouvriers est inexistant. Mais il ne faut pas oublier qu'elles parviennent à embrigader une partie de la jeunesse travailleuse des campagnes et même des villes, par l'intermédiaire de leurs patronages, de leurs sociétés sportives et de préparation militaire.

Il y a donc une lutte sérieuse à mener contre les organisations de jeunes fascistes. La Jeunesse Communiste qui a fait de grands progrès depuis quelques années, tant dans le domaine économique que dans le domaine antimilitariste - est tout indiquée pour mener cette lutte. Elle doit continuer à être attentive à toutes les revendications des jeunes ouvriers, des jeunes paysans, des soldats et des marins et à grouper les jeunes pour mener le combat en faveur de ces revendications. Son journal *L'Avant-Garde* doit être diffusé largement. Et les adultes, les membres du Parti ont un impérieux

devoir à remplir : celui d'aider partout les Jeunesses, et cela à tous les échelons, du centre à la cellule en passant par les Régions et Rayons.

## 6. LE FASCISME ET L'ARMEE

Le fascisme travaille-t-il à l'intérieur de l'armée? Question très importante et que nous devons bien étudier.

Il est bien évident que nos émules de Mussolini cachent le plus possible leur propagande et n'en causent pas dans leurs journaux. Leur travail se fait en secret et il est bien difficile de savoir ce qui se passe dans les hautes sphères de l'armée dans les états-majors, par exemple. Toutefois, nous sommes renseignés sur la propagande dans les régiments, propagande menée par les colonels, les commandants, les capitaines, les lieutenants.

L'Etat-Major a conservé des relations suivies avec Millerand, ex-Président de la République et Maginot, ex-ministre de la Guerre. De certaines garnisons de l'Est, on nous informe que l'on cause - dans les cercles d'officiers - avec mépris du Ministre actuel de la Guerre, Painlevé, et l'on fait des comparaisons en faveur de « l'homme de chez Maxim's ». L'équipe du Comité des Forges, Millerand, Maginot, n'est pas convertie encore au fascisme, vrai, mais leur journal (*l'Avenir*) écrit des articles dans ce genre :

« Bolchévisme ou fascisme: il y aura fascisme en France, s'il y a bolchévisme. De cela on peut être sûr. Un fascisme, dont nul ne soupçonne aujourd'hui l'ampleur, parce qu'on a oublié, chez nous, ce que c'est qu'un Français moyen qu'on a rendu enragé ; on ne voit le bourgeois que sous l'aspect d'un mouton docile; on verra de quoi, de quelle farouche résolution est capable le bourgeois dépouillé de ses quatre sous, et dont on a foulé aux pieds les sentiments les plus sacrés !

Bolchévisme ou fascisme ? Le dilemme ne se posera peut-être dans les termes catégoriques où Camille Aynard nous le braque sous le

nez que le jour où le chômage s'installera dans nos usines paralysées et où la livre atteindra le cours de 200...

Ce jour-là, vous nous connaissez suffisamment, Camille Aymard, pour savoir que nous irons rejoindre la raison là où elle sera, c'est-à-dire chez les défenseurs de l'ordre et les patriotes. Cela nous sera d'autant plus facile que nous n'aurons pas attendu ce moment pour lutter de notre mieux dans leurs rangs. »

C'est un état d'esprit significatif et partagé par les généraux amis. On peut dire qu'au fur et à mesure que Maginot-Millerand préciseront leur position en l'accentuant vers le fascisme, ces officiers supérieurs suivront le même processus.

A l'échelon inférieur: colonels, commandants, capitaines, lieutenants, la propagande de *l'Echo de Paris*, avec le général de Castelnau, est intense et redouble en ce moment. C'est incontestablement le journal le plus lu par les officiers.

Il y a un an, étant encore soldat, je demandais à un camarade, planton au Cercle des officiers, quels journaux lisaient ces messieurs. Et voilà ce qu'il me répondit: « 1 *Quotidien*, 4 *Matin*, 22 *Echo de Paris* ». On voit la proportion.

Le journal de Castelnau a, en effet, une chronique militaire. Il défend les officiers et accuse le gouvernement de ne pas les payer suffisamment. *L'Echo de Paris* n'est pas un journal ouvertement fasciste, soit. Mais il publie des articles de Castelnau faisant appel au dictateur en ces termes: « Qui nous rendra le Clemenceau de 1917? » ; il félicite Mussolini pour son action en faveur de l'Eglise. On se rend compte de la portée de tels articles sur des officiers, en grande majorité catholiques.

Il est bon aussi de souligner le grand nombre de lecteurs de *l'Action Française* parmi les officiers nobles de notre marine.

La propagande réactionnaire (et même nettement fasciste dans certains régiments) se fait ouvertement par les officiers, assurés d'une

impunité absolue. La « défense de faire de la politique » ne s'applique qu'aux soldats. On le voit bien au départ des libérés. On les réunit dans une quelconque « fête d'adieux » et le colon ou autre officier y vient faire un discours sur « la nécessité de s'organiser fortement contre les salauds de révolutionnaires » (textuel).

Les exemples abondent. On ne cause plus seulement aux démobilisés de « fonder un foyer, d'avoir beaucoup d'enfants », mais on les appelle à se « dresser contre les politiciens incapables en un vaste mouvement national ». De nombreux démobilisés ont entendu de tels discours en mai 1925.

Je puis signaler aussi ceci. A Metz, dans les casernes, on vend non seulement le Journal et l'auto, mais aussi le Malin et l'Echo de Paris. Mais défense absolue de lire non seulement l'Humanité, mais encore le Merle Blanc, le Canard Enchaîné, l'Oeuvre, l'Ere Nouvelle et le Quotidien. Le propre journal du Ministre de la Guerre, *le Quotidien*, interdit dans les casernes, cela est fort !

C'est cependant exact. Ajoutons encore que *le Nouveau Siècle* fasciste vise à faire pénétrer sa doctrine à la caserne, en prenant en mains certaines revendications des soldats.

Lisez cet article paru dans *le Nouveau Siècle* du 11 décembre: « *La vie chère à la caserne : Le premier détachement de la classe 25 s'achemine vers ses régiments...* ».

« Depuis la conclusion de cet article, « nos bleus » sont en train de devenir des soldats. Ils ont trouvé en arrivant à la caserne, comme leurs aînés, toutes les surprises «de la grandeur et de la servitude militaires ».

Seulement on paraît avoir oublié une chose: l'augmentation de la vie. En définition, le soldat n'est pas riche, et les 0 fr. 25 de 1925 représentent à peine 0,04 or. Son prêt ne suffit pas à payer la cire, le savon, le cirage indispensables au service et que la compagnie ne fournit presque jamais. Il est impossible au soldat de se laver et de se cirer « sans y aller de sa poche ». Qu'on nous excuse d'entrer dans

ces détails, nous les croyons nécessaires à notre démonstration. Le prêt du jour ne lui permet pas d'acheter un timbre-poste. Le soldat qui doit correspondre avec l'étranger dépense quatre jours de prêt pour chaque lettre.

Les militaires du G. M. P. se heurtent à une autre difficulté... la circulation en ville. Le prix actuel des moyens de locomotion dans Paris a créé pour le soldat sans ressource un régime de consigne perpétuelle. Le malheureux qui veut s'y rendre d'un des forts de banlieue où il est caserné doit payer 0 fr. 75 jusqu'à la « porte » la plus proche, et là, il lui faudra prendre le métro, soit 1 fr. 20. Autant à dépenser pour regagner le quartier avant l'appel du soir et voilà le prêt de dix jours dépensé.

Evidemment, la plupart de nos recrues ont une famille, pas tous cependant, et certains ne peuvent pas y recourir. L'argent de poche que le pioupiou peut avoir sur lui est d'ailleurs bien nécessaire pour ajouter un peu de superflu au bien strict nécessaire de l'ordinaire. Et puis qui veut la fin veut les moyens.

C'est assez de priver de leur gagne-pain et de leur liberté nos jeunes camarades, pas besoin de les obliger à dépenser leurs économies. Il faut leur rendre la vie possible. C'est au législateur d'y penser. Des fautes politiques auxquelles ils ne peuvent rien les feront partir peut-être demain en Syrie, au Maroc ou ailleurs... Qu'ils puissent au moins vivre un peu largement maintenant.

Serait-ce difficile, eu égard au prix de la vie, de rétablir la franchise postale militaire comme durant la guerre ? Même devrait-on, pour faire face aux dépenses occasionnées, supprimer quelques places aux P.T.T. Le Conseil municipal tardera-t-il encore longtemps avant d'adopter le projet de loi de M. le conseiller Lambert, tendant à instituer le quart de place pour militaires sur les T.C.R.P. ? Serait-il impossible aux théâtres subventionnés et municipaux de faire une petite place aux soldats ? Il y aurait si peu à faire pour améliorer l'état actuel des choses. J. Debu-Bridel. »

La démagogie effrénée, que nous avons déjà dénoncée à propos des

travailleurs et des anciens combattants, s'exerce aussi envers les soldats, ces soldats dont cependant ils font peu de cas lorsqu'ils exaltent la politique impérialiste qui les fait tuer au Maroc et en Syrie!

De tout ce qui précède, il résulte qu'une très intense propagande est effectuée à l'armée par les amis de Castelnau, de Millerand, de Valois. En voici des preuves : Ouvrez *l'Ere Nouvelle* du 26 novembre; vous lirez - entre les lignes - un article de Georges Ponsot « Mots d'écrits à Dumanet » :

« *L'Echo de Paris* mène contre la République une habile et rude campagne. C'est un journal bien fait, comme on dit dans notre métier. Jadis, littéraire et même artistique, aujourd'hui exclusivement politique, ayant clientèle d'officiers, lu à haute voix au mess des lieutenants, il est dangereux adversaire du régime et publie des appels non point au peuple, qui n'est point son lecteur, mais à l'armée. A l'armée, entendons-nous bien : à l'armée bien élevée, qui est celle des généraux de la vieille rue des Postes et des bas-officiers fascistes...

Toi, Dumanet, tu es l'homme de troupe qui suivrais, paraît-il, le chef de bataillon pointant son sabre vers le Palais-Bourbon. Du moins, on le dit au cercle de garnison. On bourre ta cervelle et ton paquetage de la bonne presse. *L'Echo de Paris* est distribué, gratis pro Deo...

As-tu remarqué, Dumanet, que ces messieurs de *l'Echo de Paris* bonapartiste, royaliste, fasciste, dictatorial - on ne sait plus au juste - avaient écrit : « toujours conformément au libre jeu des institutions républicaines et parlementaires ».

Tradition napoléonienne que celle-là. Les Bonaparte ont toujours fait leur coup conformément au libre jeu des institutions républicaines. A B, C, du manuel de l'Aventurier, que cette classique fourberie. »

Cet article prudent de l'écrivain de l'organe du Bloc des Gauches, nous confirme le travail fasciste à l'armée. En voici un autre, signé de Frédéric Brunet, député de Paris, dans *l'Ere Nouvelle* du 27

novembre :

« Les cadres de l'armée n'offrent pas tous une sécurité absolue, la police elle-même est fortement travaillée, et dans une crise qui surgirait à la suite de l'imprévoyance parlementaire à résoudre les difficultés financières, au milieu du désarroi provoqué par la faillite, ce sont les éléments les plus audacieux, les mieux organisés, qui courent le risque de l'emporter. »

C'est assez net : les cadres de l'armée n'offrent pas tous une sécurité absolue! En rapprochant cette affirmation des renseignements reçus de divers régiments, nous pouvons donc écrire : le fascisme a ses hommes à l'armée qui y font une forte propagande. Dans ces conditions, quel est le devoir d'un parti communiste?

La conquête de l'armée - ou du moins des ouvriers et des paysans soldats, qui feront le contrepoids nécessaire à la propagande des officiers fascistes. Et cela suppose l'entrée à la caserne de beaucoup de jeunes communistes qui connaissent non seulement la doctrine, mais aussi les moyens de travail dans l'armée.

Cela pose pour les Jeunesses le problème de l'éducation des conscrits, éducation qui devra être permanente et non pas seulement au moment du départ des classes. Il faudra expliquer clairement que notre tactique n'a rien à voir avec celle des anars, que les jeunes doivent rejoindre l'armée et de plus, que le jeune communiste doit être un bon soldat : qu'il doit apprendre à bien se servir des armes qu'on lui met entre les mains, qu'il n'est pas interdit d'être gradé à un communiste, mais qu'il doit se servir de son grade pour faciliter la propagande des simples soldats communistes. Il faudra expliquer comment ou lutte pour les revendications immédiates, comment on mène le combat de classe au sein de l'armée bourgeoise.

Mais il n'y a pas que le travail à l'intérieur de l'armée. Il y a le travail extérieur de défense des soldats, travail des Jeunesses et du Parti. Comment le mener ? Etre d'abord très au courant des réclamations des soldats, de toutes leurs revendications. Utiliser la tribune du Parlement pour exposer et défendre les intérêts des soldats et des

marins. Il faut que nous apparaissions comme ceux qui, seuls, combattent pour les parias de l'armée et de la marine. C'est comme cela que nous acquerrons leur sympathie.

Un exemple : Dans le début de 1924, le camarade Philbois, à ce moment-là député de l'Aube, intervint à la Chambre, au nom du groupe communiste, pour réclamer 60 jours de permission, au lieu des 25 actuels. Quarante-huit heures après son intervention, on en causait dans toutes les chambrées et on commentait favorablement l'intervention des élus communistes. Notre dernière campagne en faveur des rabioteurs a été également bien commentée dans les casernes. Nous avons à continuer cette utilisation de nos parlementaires en faveur des « griftons ».

Ce n'est pas tout. Il faut que tous nos journaux apparaissent comme les « défenseurs des encasernés », en ouvrant une « Tribune du soldat et du marin ». Et cela doit s'appliquer non seulement aux quotidiens, mais aux hebdomadaires du Parti, suivant la place dont ils disposent. Il faudra aussi faire connaître nos campagnes aux soldats et aux marins par l'envoi des « Tribune » découpées dans nos journaux; il faudra leur faire connaître les interventions des élus du B.O.P., en les touchant lorsqu'ils sont hors de la caserne (en permission, sorties en ville, etc.).

Il faudra aussi faire connaître notre programme de revendications aux conscrits avant leur départ. Il faudra leur dire que nos journaux, nos organisations sont là pour les soutenir et les défendre.

Il faudra aussi que tout ce travail antimilitariste - si fécond lorsqu'il est bien mené - ne reste plus l'apanage des Jeunesses, mais que les camarades du Parti y participent.

Et ainsi, les soldats et les marins, de plus en plus, comprendront que nous seuls, sommes leurs défenseurs et saurons nous opposer, le moment venu, aux entreprises des fascistes et de leurs officiers supérieurs, amis et complices.

## 7. LA QUERELLE GEORGES VALOIS - ACTION FRANÇAISE

Depuis plus d'un mois, Charles Maurras et Léon Daudet, grands chefs de l' « Action Française », mènent une violente campagne contre *le Nouveau Siècle* et son directeur, Georges Valois. En étudiant le fascisme en France, il est intéressant de bien examiner ce qui se cache sous cette polémique. Pour cela, résumons brièvement les faits.

Adhérent depuis 15 ans à l' « Action Française », Georges Valois s'en sépare le 11 octobre dernier, suivi peu après par Pierre Dumas.

Il semble que la séparation est des plus cordiales et on lit le 12 octobre dans *l'A.F.* une note de Maurras où il parle « du sentiment de vive amitié réciproque dans lequel la séparation s'accomplit ». Jusqu'au milieu de décembre, c'est l' « entente cordiale » sur toute la ligne.

Puis brusquement, le 14, l' « Action Française » fait saboter par ses adhérents une réunion organisée par le Faisceau pour les étudiants, réunion au cours de laquelle une bagarre éclate entre Camelots et Chemises bleues, à la suite de la question posée par un Camelot : « Georges Valois est-il un honnête homme ? »

Et depuis lors, chaque jour, Charles Maurras, mène une violente polémique contre Valois. Quel est le fond de cette attaque ? Que reproche l' « Action Française » au directeur du *Nouveau Siècle* ?

1. D'avoir fait des déclarations mensongères aux journaux fascistes italiens sur l'attitude parlementaire de l' « Action Française ».
2. Valois s'est révolté contre l'A.F, parce que cette dernière lui a refusé le commandement militaire de ses troupes. Voici ce qu'en dit l'A.F. du 25 décembre.

« Valois, inventeur brillant, mais puéril, de thèses économiques et sociales, dont il fait tout aussitôt des fétiches sacrés et inattaquables - à la façon des outrecuidants - est totalement impropre à l'action. Il n'a ni fermeté de caractère, ni le sens des responsabilités, ni l'imagination pratique qui désigne le chef d'action.

Ses projets extrêmes et ahurissants, ses vains schémas, ses ordres sur le papier, sa turbulence arrogante, mais, vide, étaient depuis deux ans et davantage, le grand sujet de moquerie de tous nos jeunes gens qui ne l'avaient jamais vu à l'oeuvre avec eux.

On se taisait quand nous arrivions, Maurras et moi, mais que de fois j'ai surpris des rires mal étouffés, et dont je devinais aisément la cause, sur le passage de l'apprenti dictateur. Un des pires tours que son imagination, plus étendue que puissante, ait joués à Valois, c'est de se loger dans l'appréhension.

Il prévoit toujours le cataclysme, la révolution en marche, le gouffre de feu, le massacre place du Panthéon. Le jour où des canonnières, remontant la Seine, célébraient, par des salves retentissantes, l'ouverture de l'Exposition des Arts Décoratifs, mon dictateur en chemise bleue ne s'était-il pas imaginé que Bolchevius accourait, avec des canons, donner l'assaut à sa Librairie ! Il ne nous était pas possible, dans ces conditions, de remettre à Valois un des commandements auxquels il aspirait. La partie actuellement engagée est sérieuse et elle ne comporte, à un poste de direction ni Panurge, ni Pourceaugnac. » (Léon DAUDET, 25 décembre 1925).

3. Valois, au cours de conférences qu'il a faites pour l'A.F. donnait l'ordre aux organisateurs royalistes de « modérer les contradicteurs communistes ».

4. Au cours d'une tournée faite l'été dernier dans le Sud-Ouest, Valois aurait conçu le projet de prendre d'assaut, Camelots du Roy et communistes réunis, la préfecture de Périgueux, d'y installer un gouvernement fasciste et par ce coup d'éclat d'influencer l'opinion publique et créer un mouvement fasciste en France.

5. Valois a « multiplié les abus de confiance, les actes matériels de double jeu, de déloyauté flagrante ». (*A.F.*, 21 décembre 1925.)

6. Valois a tenté la scission de l'A.F., au moment où Daudet attaquait la justice au sujet de la mort de son fils Philippe.

Au cours de cette polémique, chaque jour plus violente, l'A.F. écrit des choses tout à fait intéressantes sur Valois.

Par exemple, ce passage d'un article de Maurras (*A.F.*, 17 déc. 25) : « Nous n'éprouvons pas (pour polémiquer) le même embarras que Valois; nous ne sommes pas assujettis aux intérêts qui le paralysent. »

Et celui-ci de Léon Daudet (2 janvier 1926) : « Quand l'auteur du Père m'aura expliqué cela (sa « trahison envers l'A.F. ») je demanderai aux chefs du Fesso par quel prodige *le Journal*, de M. Horace Finaly - son ennemi personnel avant la trahison - est précisément celui qui, en deux articles hilarants, pour qui connaît le fond des choses et le fond du sac, a révélé au grand public les mirobolants projets du trombinoscope qui prend une salve de canonnières sur la Seine pour un assaut de Bolchevius à sa librairie Y... »

Attendons, et nous aurons certainement d'autres aveux plus nets à épinglez, sur ce qui se cache dans les articles favorables au fascisme publiés par *le Journal* de Finaly.

A ces attaques, Georges Valois et le Faisceau répondent dans *le Nouveau Siècle* : Comment ?

1.. Valois dit : « L'opposition entre la doctrine et le fait, c'est la grande raison de ma séparation d'avec l'Action Française ». Il affirme qu'il a essayé, en pure perte, de ramener l'Action Française à l'intransigeance antiparlementaire.

« En août 1925, j'écrivis à Maurras que je donnerais ma démission si l'A.F. rentrait dans le jeu électoral. A mon retour, le 20 septembre, je

compris que les questions sérieuses étaient posées.

Le clan électoral annonçait mon exclusion de l'A.F. Trois querelles secondaires furent successivement ouvertes par Maurras, cependant que se déclenchait de toutes parts une campagne contre *le Nouveau Siècle* quotidien.

On évita de poser le problème électoral. La question sérieuse fut posée, le 5 octobre, à propos d'une souscription que j'avais ouverte au *Nouveau Siècle*, précisément avec l'appel antiparlementaire cité plus haut. Le même jour, Maurras me demanda de renoncer à la publication du *Nouveau Siècle* quotidien. Je déclarai la chose impossible, tous les engagements étant pris et les ordres donnés, et je lui dis que je ne voyais d'autre solution que ma démission que je lui donnai.

Sous les problèmes de trésorerie agités à cette occasion, c'est le problème des élections qui était posé.

La séparation est le résultat de l'opposition entre la doctrine demeurée antiparlementaire et le fait électoral accepté, recherché.  
» (Valois, *N.S.*, 15 janvier.)

2. Valois nie être sous la protection de Finaly, du Journal.

3. Il nie également l'affaire de Périgueux, dont il est parlé plus haut.

4. Le Faisceau fait appel aux hommes d'extrême-gauche, ce que lui reproche l'A.F.

Voici d'ailleurs comment Valois tend la perche à nos militants :

« Voilà plus de deux ans que je dis aux communistes : Vos doctrines ont complètement échoué en Russie; Le communisme doctrinal est maintenant condamné à mort; Vous êtes peut-être encore capables de provoquer des secousses sérieuses dans un pays; mais jamais vous ne pourrez réussir une application du communisme; Vous êtes victimes d'une gigantesque erreur qui aurait pu être un péril pour la civilisation.

Mais ce n'est pas une raison pour que l'on vous fusille; Il y a parmi vous une grande majorité de très bons Français qui n'ont adhéré au communisme que par haine de la ploutocratie, et s'ils ne rentrent pas dans la patrie, c'est parce qu'ils croient que le drapeau tricolore est le drapeau du coffre-fort.

C'est à ceux-ci que nous nous adressons et nous leur disons : Venez, avec nous, avec votre dégoût de la ploutocratie, avec votre sens social, votre sens de l'intérêt ouvrier, et vous travaillerez avec nous, sous le drapeau national, à la reconstruction d'un régime qui libérera tous les producteurs de la tyrannie ploutocratique. » (*N.S.*, 15 janvier)

Pauvretés - qui montrent que Valois ne connaît rien de notre Parti - mais pauvretés qui ont été violemment reprochées, au nom du nationalisme intégral, par l'Action Française.

5. Valois critique l'A.F. parce que cette dernière n'attache pas assez d'importance au mouvement social (syndicalisme, par exemple).

Voilà, en gros, résumée toute la querelle Nouveau Siècle-Action Française. Mais sous cette polémique, il y a d'autres faits que nous allons signaler et dont ces messieurs ne causent pas ou très peu :

1. Après son séjour de 15 ans à l'Action Française, Valois a pu constater que jamais, malgré ses campagnes en faveur des corporations et du franc-or, les royalistes ne parviendraient à avoir une grosse influence sur la masse. Les élections législatives de mai 1924 lui montrent que loin de progresser l'Action Française décline. A Paris, Daudet est battu. Dans le quartier de la Villette où, aux élections législatives de 1902, le royaliste Jean Sabran obtenait plus de 6.000 voix, le 11 mai 1924, de Vesins en obtient 500.

De plus, Valois se rend compte que pour constituer un groupement fasciste en France, il ne fallait pas s'embarrasser avec un Roy comme programme, et qu'il fallait faire appel aux « Français de tous les partis » sur un programme plus neuf et surtout à apparence sociale beaucoup plus développée que la doctrine de Charles Maurras-

Daudet.

Le royaliste Valois met donc le roy au rancart et se sépare d'une organisation piétinant sur place, incapable d'entraîner la masse. Premier fait important de la querelle.

2. La tentative de scission a été réelle. Valois, en relations avec les dirigeants des corporations qu'il avait mises sur pied, a amené avec lui au Faisceau de nombreux militants qui s'occupaient du mouvement social et des questions syndicales à l'A.F. Tel est le cas de Pierre Dumas, ex-vice président des corporations.

Toutes les corporations - dont j'ai parlé dans l'article « Le fascisme et les travailleurs » sont « noyautées » d'une façon très serrée par les hommes du *Nouveau Siècle*.

D'autre part, l'Action Française, amputée des écrivains qui s'occupaient des questions sociales, ne donne plus l'aliment nécessaire à l'Union des corporations, d'où accroissement du désordre dans le sein de cette dernière.

On comprend dès lors la fureur de Daudet-Maurras contre les scissionnistes. Ajoutons que ce n'est pas seulement dans les corporations que le noyautage de l'équipe du *Nouveau Siècle* s'est fait sentir, mais aussi dans les sections d'Action Française.

Ajoutons encore que Valois et Cie ont tenté la même opération aux « Jeunesses Patriotes » de Taittinger. Mais cela est une autre histoire et nous en parlerons.

3. Mais la grande colère des Camelots du Roy provient encore d'un troisième fait : *Le Nouveau Siècle* ne s'est pas contenté de noyauter les troupes d'A.F., mais aussi leurs gros souscripteurs.

Tels les Lur-Saluces, industriels et gros propriétaires terriens. Tel Eugène Mathon, du Comité de la Laine et du Consortium textile. C'est une assez curieuse histoire que celle des déboires du *Nouveau Siècle* avec Eugène Mathon.

Au début, tout marche bien. Mathon arrête de subventionner *l'Action Française* pour verser son argent au *Nouveau Siècle*.

Parallèlement, au sein du Consortium textile, il essaie d'amener les patrons de combat de Roubaix-Tourcoing à ses vues. Il se heurte d'une part à certains industriels qui ne veulent pas quitter l'A.F. et à ceux qui croient que l'heure n'est pas encore venue, et d'autre part, à ceux qui subventionnent déjà d'autres mouvements (tels les Dawawrin, des «Jeunesses Patriotes »).

De plus, le journal fasciste *Le Télégramme du Nord*, au début, d'accord avec Valois, commence à critiquer *le Nouveau Siècle* pour ses appels aux partis d'extrême-gauche. Et comme le lancement du quotidien de Valois ne paraît pas donner ce qu'on en attendait, Mathon alors, fait volte-face et lâche *le Nouveau Siècle* ainsi que la Ligue du franc-or.

(C'est d'ailleurs un fait incontestable que la grosse industrie ne croit encore pas l'heure du fascisme venue et pour le moment, semble plutôt s'orienter vers la Ligue Millerand : Dissolution, nouvelles élections et retour à un Bloc national gouvernant plus vigoureusement que celui de 19.)

Quoi qu'il en soit, l'A.F. a perdu quelques-uns de ses gros commanditaires partis avec Valois. Troisième fait qui n'est pas pour rien dans la querelle des ex-camarades.

Il convient toutefois de ne pas perdre de vue - et ce sera ma conclusion - que sur le plan corporatif, l'Action Française et le Nouveau Siècle ont les mêmes méthodes, le même programme, et que sur le plan politique il y a beaucoup de points de rapprochement.

Il convient aussi de souligner, encore une fois, qu'en cas de mouvement fasciste, les querelles seront sans doute oubliées et c'est la main dans la main que les centuries fleur-de-lys et le chemises bleues essaieront de mater l'ennemi commun : le prolétariat.

## 8. QUELQUES PRECISIONS

Me voici arrivé à la fin de cette modeste étude du mouvement fasciste en France. Dans ce huitième et dernier article, je veux préciser certains points à la demande des lecteurs des *Cahiers*.

D'abord, je voudrais répondre en quelques mots au reproche de plusieurs camarades : « Ton étude est trop superficielle. Elle ne montre pas assez les liens existant entre la grande industrie et les diverses organisations, elle n'a pas fait au préalable, l'analyse des conditions politiques actuelles, conditions qui favorisent l' « éclosion des ligues fascistes ».

Ce reproche est juste, mais je réclame les circonstances atténuantes : 1° parce que je n'ai pas eu la prétention d'épuiser le sujet, vaste, complexe, sujet que des camarades plus qualifiés pourront reprendre; 2° Parce que, comme beaucoup de jeunes camarades du Parti, je manque encore de l'expérience nécessaire pour mener bien à fond une telle enquête et que cette expérience ne peut venir que par un travail continu dans ce domaine.

Toutefois, de l'avis même des camarades cités plus haut, les renseignements fournis leur ont servi dans leur propagande : ils n'ont donc pas été inutiles. Ceci dit, répondons aux demandes de camarades.

### *A. Pourquoi le mouvement fasciste n'est-il pas unifié?*

J'ai déjà répondu dans le premier article (« Vue d'ensemble »). Cela tient :

1° Le chef dictateur, que demandent les Jeunesses Patriotes, la Ligue des Chefs de Section, ou *le Nouveau Siècle*, n'est pas encore apparu. Et ce qui rend très difficile pour le moment l'accord Taittinger-Valois, par exemple, c'est le fait que les hommes du *Nouveau Siècle* essaient

de « noyauter » à leur profit, non seulement l'Action Française, mais aussi les J. P. De plus, l'ambition personnelle de tel ou tel chef rend malaisé un accord entre les divers groupements fascistes ou à tendances fascistes.

2° Chacune de ces organisations correspond à un état d'esprit différent ou à des couches diverses de la population. Quoique essayant de s'enlever les troupes les unes aux autres, il apparaît clairement que chaque organisation a une sphère spéciale d'action : la Fédération catholique de Castelnau travaille surtout chez les paysans et en spéculant sur les sentiments religieux;

*Le Nouveau Siècle*, de Valois, travaille surtout chez les anciens combattants, en spéculant sur le « sentiment de la victoire », corde bien usée, c'est vrai, mais susceptible de vibrer encore; il essaie aussi de s'implanter dans les milieux ouvriers, par un syndicalisme collaboration de classes.

Les Jeunesses Patriotes militent surtout dans la jeunesse des grandes écoles et parmi les jeunes gens des classes moyennes (employés, fonctionnaires), les jeunes paysans riches, les jeunes industriels.

La Ligue Millerand s'emploie activement à la propagande parmi les réactionnaires qui n'ont pas perdu confiance encore dans le Parlement, mais en demandant des pouvoirs plus étendus, presque dictatoriaux, au chef de l'Etat (c'est également, à peu de choses près, le programme de la « République autoritaire » d'Hervé).

Ainsi est séparé, dans ses grandes lignes, le travail de chaque organisation. L'aveu en est d'ailleurs fait par Binet-Valmer, dans *Le National*, hebdomadaire des Jeunesses Patriotes (10 janvier 1926).

« Voici les leçons que nous avons rapportées de la guerre :

1° La rivalité entre les associations nationales n'est pas inutile, elle est même indispensable comme tonique, mais à la condition qu'elle n'empêche point de voir le but qu'il faudra atteindre d'ici peu d'années, peu de mois, peu de semaines : sauver le village (le pays);

2° Créer un seul parti de l'ordre est une utopie. Quel chef d'armée aurait osé demander à un bataillon de changer son refrain, au régiment d'infanterie coloniale du Maroc ou à la Légion étrangère de changer son nom, d'abandonner leurs souvenirs, leur orgueil, leur esprit de corps ? Les anciens combattants gardent le respect du fanion. Mais nous établissons la liaison entre les escouades, les bataillons, les régiments qui devront agir, le jour J, à l'heure H »

C'est assez clair. Ils feront bloc lorsque le moment sera venu pour eux de sauver le pays, c'est-à-dire la bourgeoisie en péril. [En Italie non plus le mouvement fasciste n'a pas été unifié dès la début. Il y avait quatre à cinq groupements divers (dont les Arditti de D'Annunzio) qui ont fini par se ranger sous la bannière de Mussolini.]

*B. La grande industrie. Quelle est l'attitude actuelle de la grande industrie devant le fascisme ?*

La grande industrie: Comité des Forges, Comité des Houillères, Consortium Textile et autres grandes associations patronales semblent se tenir pour l'instant dans l'expectative. C'est individuellement que quelques-uns de leurs membres influents participent au mouvement fasciste (sauf pour le Comité des Forges qui, lui, reste autour de la Ligue de Millerand).

Pour quelles raisons ?

Le moment ne leur semble pas encore arrivé; les illusions parlementaires dans la masse sont encore très fortes (et c'est là, sans doute, la raison pour laquelle le Comité des Forges se groupe autour de la Ligue Millerand (parlementaire).

Deuxième motif : la situation n'est pas ouvertement révolutionnaire et notre Parti n'est pas encore un parti de masse.

Troisième motif : quelle est la meilleure des organisations fascistes : Jeunesses patriotes, Nouveau Siècle, Ligue Millerand, Castelnau ? Ou du moins, quelle est celle qui a le plus de chances de devenir une

organisation de masses ? Telles sont les questions que se posent sans pouvoir les résoudre actuellement les grands capitaines d'industrie et c'est certainement en vue de leur répondre que nos fascistes de toutes nuances s'agitent dans tous les coins du pays.

### *C. Peut-on causer réellement du fascisme en France ?*

Rosmer, dans un des derniers numéros de la « *Révolution Prolétarienne* », dit que le fascisme est inexistant en France.

Je suis fortement opposé à cette façon de voir. Certes, je ne prétends pas qu'il soit sur le point d'être victorieux, mais je dis qu'il existe, qu'il s'organise, qu'il mène une active propagande. Nous ne devons pas attendre pour le combattre, qu'il soit tout-puissant. Nous devons, dès sa formation, mettre en relief ses divers aspects et ses méthodes d'action.

C'est ce que j'ai essayé de faire. Et tous les membres du Parti communiste comprennent qu'il faut bien étudier le mouvement pour pouvoir ensuite bien le combattre. Et Rosmer a perdu, une fois de plus, une belle occasion de se taire.

### *D. Et la Ligue des Chefs de Section?*

Plusieurs camarades de l'A.R.A.C. m'ont écrit pour dire : « En étudiant le fascisme en France, il faut causer de la Ligue des Chefs de Section ». Très juste.

Un bon article a été fourni par Pierre Lucas, dans le n° 3, du *Militant rouge* (nouvelle revue indispensable aux militants), article intitulé : « Anciens combattants et fascisme » et qui cause de la Ligue des Chefs de Section » en ces termes :

« La composition de cette Ligue, les affinités et les fonctions de ses membres les plus représentatifs en font non pas un état-major où se conçoivent les plans de bataille, mais plutôt une sorte de Conseil technique militaire qui sans combattre sur le terrain idéologique se contente d'étudier les moyens les plus susceptibles de donner des

résultats dans la lutte anti-prolétarienne.

Le Président, Binet-Valmer, prononça dans le ministère Poincaré une phrase historique : « Avec le tank, nous serons toujours maîtres de la rue »; exprimant ainsi, en plus d'une férocité de classe qui ne nous surprend point, une compréhension juste de la bataille des classes : l'officier de chars d'assaut a étudié le fonctionnement éventuel de ces engins contre la classe ouvrière, de même que la technique de l'aviation est représentée dans la Ligue par le capitaine Dagneaux et le commandant Vuillemin.

Deux spécialités militaires importantes surtout en ce qui concerne la guerre de rues sont donc réunies, mais à côté des aviateurs et des officiers de tank, en plus des officiers d'infanterie se trouvent des techniciens de l'artillerie.

C'est dans la *Ligue des Chefs de Section* que se préparent les dispositifs pour telles ou telles actions, et les hommes qui sont à la tête, soucieux d'élargir les cadres de l'armée fasciste, ont ajouté à la catégorie des chefs de section des soldats combattants, donnant ainsi à leur groupement, non seulement le caractère d'un conseil technique, mais encore d'une école de cadres subalternes.

Divers éléments appartenant à des groupements légèrement différents, se retrouvent tous au sein de la Ligue, échangeant les résultats de leurs expériences propres; la simple constatation de la présence dans de multiples organisations de plusieurs de ses membres influents marque bien quel est le but poursuivi.

Dans les Légions, nous trouvons appartenant à la Ligue Binet-Valmérienne, Jacques Boulanger et Antoine Rédier; dans les Jeunesses Patriotes, Pierre Taittinger; à la D.R.A.C. (Défense du Religieux Ancien Combattant), c'est Jacques Pericard qui tient le premier rôle; tandis qu'à la Ligue Nationale Républicaine nous trouvons : Le Provost de Launay, Misoffe, de Kerilis et Maginot, alors qu'à l'Action Française, Joseph Delest constitue le trait d'union avec la Ligue des Chefs de Section.

Ces faits, ces doubles présences, permettent donc de tirer les conclusions voulues de cette situation et nous avons le droit de dire que cette Ligue est à l'heure actuelle l'une des organisations les plus redoutables pour le prolétariat; d'ailleurs, à côté des personnages de premier plan, des deuxièmes rôles sont répartis dans d'autres groupements d'anciens combattants portant dans les masses plus ou moins rebelles à la tactique de préparation de lutte contre le prolétariat, la psychologie des chefs, la connaissance des moyens pratiques qui permettent d'influencer les hésitants et de les enrôler d'une façon effective dans l'armée fasciste.

Cadres bien formés pendant la guerre impérialiste, techniciens doublés de politiques, tels sont les éléments de la Ligue des Chefs de Section et les divergences d'opinions existant entre certains de ses membres ne créent en aucun cas un affaiblissement de sa constitution étant donné que le grand problème posé là n'est autre que celui de la technique militaire de la guerre civile.

On voit que la question méritait d'être posée et que la « Ligue des Chefs de Section » fournit un appoint sérieux à nos fascistes français.

#### *E. Les fascistes sont-ils armés ?*

Telle est la question que se posent de nombreux camarades. Il ne faut pas examiner cette question sous l'angle étroit de l'armement individuel des membres des centuries des J. P., des Légions ou des Camelots du Roy.

Il faut poser la question : « Où sont les armes, fusils, mitrailleuses, grenades ? Dans les casernes, c'est-à-dire pratiquement sous le contrôle des officiers dont beaucoup sont en relations avec les « camarades » de la Ligue des Chefs de Section et acquis au fascisme. Et la solution revient donc à celle-ci : la conquête de l'armée (voir article « Le fascisme et l'armée »). Telle est la question primordiale ».

Toutefois, l'armement individuel des centuries tricolores, c'est-à-dire le fait que les Camelots, les Jeunes Patriotes ou les Légionnaires

possèdent un revolver ou une carabine, doit se discuter, mais encore une fois sans masquer la question essentielle posée plus haut.

Il ne s'agit pas de laisser les « chemises bleues » et autres, saboter nos réunions ou commettre des voies de fait sur nos militants. Il importe d'organiser les groupements de défense du prolétariat. Le Parti les organisera.

Et, pour conclure sur ce chapitre, indiquons aux militants la nécessité qu'il y a pour eux de lire et d'étudier *Le Militant Rouge*, organe théorique et historique des insurrections (un numéro par mois, 1 fr.).

#### *F. Comment lutter contre le fascisme ?*

A l'intérieur du Parti :

1. Fournir toute la documentation nécessaire aux adhérents par la voie de *l'Huma*, des *Cahiers*, de schémas aux agitateurs, de plans de causeries aux cellules;
2. Instituer un solide service d'ordre.

A l'extérieur :

1. Travailler à la réalisation du front unique prolétarien, sur la base des trois mots d'ordre :
  - Prélèvement progressif sur le capital;
  - Paix immédiate au Maroc et en Syrie;
  - Dissolution et désarmement des Ligues fascistes;
2. Constituer les C.U.P. [Comités d'Unité Prolétarienne] groupant tous les ouvriers pour la lutte contre le fascisme, en ayant soin de lier cette lutte avec celle pour les revendications immédiates (salaires par exemple);
3. Contre-balancer la propagande des hommes à Castelnau dans les campagnes par une action inlassable en faveur du Conseil Paysan Français et de son journal *La Voix Paysanne* (aux militants que la question intéresse, s'adresser à Castel, Voix Paysanne, 106, rue

Lafayette, Paris);

4. Conquérir les classes moyennes (fonctionnaires, commerçants, artisans, etc.). Pour tous renseignements concernant ce travail, s'adresser à Cat, Commission des classes moyennes, 120, rue Lafayette, Paris.

5. Faire connaître dans *l'Huma* et nos organes de province tout ce qu'a fait le fascisme italien contre les travailleurs;  
Dénoncer la démagogie et combattre sans répit nos fascistes français;

6. Edition par l'Agit-Prop, de papillons, de tracts, d'une série de photographies (montrant les destructions des Bourses du Travail, des Coopératives, les photographies de militants assassinés en Italie), d'une petite brochure à 25 centimes pour la grande diffusion;

Contre-balancer l'envoi à domicile de *La Victoire*, de *la Liberté*, du *Nouveau Siècle*, etc., par l'envoi chaque jour, par chaque camarade, de son *Humanité* à un ouvrier ou à un paysan. Il suffit d'acheter des bandes de 2 centimes timbrées, où il n'y a plus qu'à inscrire l'adresse; bandes en vente dans tous les bureaux de Poste. Se figure-t-on quelle propagande cela ferait, si les 200.000 lecteurs de *l'Huma* employaient ce moyen pratique et peu coûteux).

Voilà, à mon avis, comment il faut lutter contre le fascisme. Aux adhérents du Parti d'étudier la question. Ils trouveront peut-être encore d'autres moyens.